

Entretien avec Klaus Regling, directeur général du Mécanisme européen de stabilité (MES)

Le Figaro, 25 janvier 2016

Le Figaro : Peut-on craindre une nouvelle crise grecque cette année ?

Klaus Regling : Je ne pense pas. L'atmosphère est totalement différente. Les premiers six mois de l'année dernière furent un désastre. Le ministre des Finances Grecque de l'époque ne coopérait pas du tout avec les institutions européennes. Mais avec Euclid Tsakalotos, le ministre de finance depuis l'été dernier, il y a une relation de confiance. La situation reste difficile mais aujourd'hui nous coopérons avec la Grèce et nous partageons les mêmes objectifs.

Les négociations entre les créanciers et la Grèce sur la réforme des retraites s'annoncent explosives. Or, il s'agit d'une condition très importante à la mise en œuvre du plan d'aide. Faut-il s'en inquiéter ?

Les réformes des retraites sont difficiles dans tous les pays parce cela peut remettre en question des acquis. C'est donc une question sérieuse et le gouvernement grec doit passer par là. Mais il est encourageant de voir que le point de départ entre la Grèce et les créanciers n'est toutefois pas différent. Le premier ministre Alexis Tsipras l'a déclaré lui-même, le système actuel n'est pas durable. Si le pays ne fait rien, il n'aura plus d'argent pour financier ce system de retraites dans cinq ans. Nous avons donc le même objectif de créer un système des retraites qui soit durable. Les discussions se concentreront sur comment y parvenir. Mais ce n'est pas le seul aspect important de la première évaluation des réformes. Nous devons également avoir de la visibilité sur les objectifs budgétaires et les ajustements que la Grèce doit faire pour les atteindre en 2016 et en 2017, ce qui ne sera pas facile.

Dans combien de temps la Grèce aura à nouveau besoin d'argent ? Y-a-t-il urgence ?

Nous n'avons pas encore de données suffisantes pour savoir précisément. Ils n'auront pas de besoins en financement dès demain. Mais tôt ou tard, il y aura un problème d'argent. La Grèce a des paiements de service de la dette d'environ quatre milliards d'euros au premier trimestre. Il est également fort probable que le pays ait un petit déficit primaire en ce début d'année. Par conséquent, le gouvernement aura besoin d'argent pour couvrir les dépenses budgétaires. Certes, il a toujours la possibilité de repousser le paiement des factures tels que les paiements aux fournisseurs et c'est une pratique à laquelle le gouvernement a eu recours dans le passé. Mais je ne le recommande pas parce que ça serait mauvais pour l'économie grecque.

Pensez-vous donc pouvoir boucler cette évaluation dans les prochaines semaines comme l'espère la Grèce ?

Le travail est conséquent. Nous espérons que cela pourra être terminé avant Pâques.

Une fois l'évaluation conclue, l'allègement de la dette grecque sera sur la table des négociations. Un sujet fondamental pour les Grecs mais aussi pour le FMI qui y a conditionné sa participation financière au plan d'aide à cet allègement...

L'Eurogroupe s'y est engagé. Et il est vrai que le gouvernement grec veut des récompenses. Mais économiquement, la renégociation de la dette n'est pas une urgence car la Grèce a obtenu une période de grâce de dix ans sur le paiement de la dette et sur la majeure partie des intérêts qu'elle nous verse. Pendant ces dix prochaines années, le service de la dette ne sera pas élevé. Par conséquent, un nouvel assouplissement de la dette aura un impact sur les paiements après 2022 principalement.

Toutefois, un allègement de la dette ne permettra-t-il pas de rassurer les investisseurs privés qui doivent avoir l'horizon dégagé pour investir dans le pays sur 20 voire 30 ans ?

Je ne pense pas qu'aujourd'hui, beaucoup d'investisseurs avec un horizon de temps aussi long considèrent des investissements en Grèce. Pour le moment, nous voulons créer des incitations pour que les investisseurs reviennent mais cela concerne plutôt un horizon de cinq à dix ans. Il faut avancer étape par étape.

Vous êtes à la tête du FESF et du MES depuis leur création en pleine crise (2010 et 2012). Que retenez-vous de cette expérience, aujourd'hui ?

Les années ont été très difficiles. Nous avons soutenu quatre pays qui ont perdu l'accès aux marchés financiers (Irlande, Portugal, Chypre et Grèce) ainsi que l'Espagne. Durant cette période, un bon nombre de personnes croyaient que l'Europe et l'Euro allaient disparaître. Nous avons aidé à dépasser cette grave crise. Je n'exagère pas quand je dis que sans le FESF et le MES quelques pays frappés par la crise auraient probablement dû quitter la zone euro. Et aujourd'hui, sur les cinq pays de la zone euro sous assistance financière, quatre sont un véritable succès. L'Irlande et l'Espagne, par exemple, sont des pays avec la plus forte croissance de toute l'Union européenne. La Grèce est un cas spécial.